

<b>Zeitschrift:</b>	Schweizerische Zeitschrift für Soziologie = Revue suisse de sociologie = Swiss journal of sociology
<b>Herausgeber:</b>	Schweizerische Gesellschaft für Soziologie
<b>Band:</b>	6 (1980)
<b>Heft:</b>	3
<b>Artikel:</b>	Quand faut-il étudier la fièvre jaune?
<b>Autor:</b>	Willener, Alfred
<b>DOI:</b>	<a href="https://doi.org/10.5169/seals-814470">https://doi.org/10.5169/seals-814470</a>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 15.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## QUAND FAUT-IL ÉTUDIER LA FIÈVRE JAUNE?

Alfred Willener

Institut de sociologie des communications de masse, Université de Lausanne,  
Avenue Vinet 19, 1004 Lausanne, Suisse.

Norbert Elias a passionné notamment la génération des jeunes sociologues au Congrès de Bremen. Abordant un sujet d'une actualité virulente, celui de la violence, il est en même temps l'auteur qui en a parlé ... en classique, publiant dans le désert son œuvre majeure sur le procès de la civilisation, c'est-à-dire bien avant que la violence soit à ce point au premier plan de nos sociétés "civilisées". C'est dans ce paradoxe que se place sa montée au firmament à la fois des stars du moment et des classiques. Et je crois qu'il faut l'analyser comme une tension renfermant une leçon qui intéresse notre congrès de Berne, nos problèmes suisses.

Il se trouve que j'ai connu Norbert Elias durant sa longue traversée d'un tunnel, alors qu'il était inconnu, ayant tout juste de quoi vivre, avant d'être découvert et porté aux nues. Et il me semble utile de faire état d'un de ces longs combats pédagogiques dont il avait le secret. Visitant Paris, ce devait être en 1965, ce lève-tôt, physiquement et intellectuellement sportif, me proposa d'aller à pied de la Sorbonne jusqu'à l'Etoile, tout en prenant un petit déjeuner sur le chemin... Riche expérience ! Nous nous disputâmes âprement, mais amicalement pendant 6 heures sur les sujets suivants : "faut-il étudier la fièvre jaune pendant qu'elle fait rage, ou alors bien avant qu'elle ne se déclare ?" Il essaya de me persuader, en somme, de l'intérêt de la recherche fondamentale. On est plus libre, hors des crises, moins partisan, et il faut aborder les "grands problèmes". Son collègue d'alors, Ilija Neustadt et lui-même revenaient toujours à la question comtienne "pourquoi une société tient-elle ensemble après tout ?". Et lui-même avait une affinité personnelle avec la culture britannique bien avant de s'y être réfugié et adapté le culte du *breakfast* – d'où la définition du "civilié" comme étant celui qui sait exprimer et traiter les conflits d'intérêt et de valeur en canalisant la violence physique (et même verbale, sous sa forme explicite). Ce qui le distinguait toutefois du Britannique, c'était sa brûlante et permanente passion, certes sous-jacente, mais toujours vive. Lui qui plaidait pour la distance<sup>1</sup>, pour les études classiques, à long terme, avait pour ses objets et ses sujets la même intensité d'intérêt qu'on ne trouve habituellement, de nos jours, que pour les plus angoissants thèmes de l'actualité. Arrivé à la hauteur du métro Franklin Roosevelt (!) il s'arrêta net et me menaça de son index, à la fois vengeur et malicieux : "Je veux que tu répondes par oui ou non à la question suivante – est-ce qu'en regardant l'histoire de l'Homme tu conclus qu'il y a eu progrès ?" J'ai dit non, il a dit oui. Et la suite de la promenade mêla cette troisième question aux deux précédentes, toujours sur le mode du pugilat pédagogique.

<sup>1</sup> Elias, N., Problems of involvement and detachment, *Brit. J. Sociol.*, VII/3 (1956).

Ces trois questions sont remontées dans ma mémoire alors que je me demandais comment discuter les papiers de notre congrès que je venais de relire. La première partie de cette leçon me paraît être dans la rafraîchissante vigueur de ces questions. Comment pourrait-on ne plus s'en poser de cette sorte ? Et ne plus s'en poser dans nos discussions ? Une seconde partie est dans le *we agree that we disagree* – par quoi les anglais conlient, ayant *pu* aborder des questions délicates assez nettement, quoique de manière à ne pas attaquer la personne, dans le *agree* il reste donc un clin d'œil. Une autre partie va plus loin : une violence certaine peut s'exprimer, suivant les manières de s'exprimer, et révéler non seulement des positions opposées ou différentes, mais le caractère ressenti comme dramatique de la question posée. Enfin, ce qu'on a tendance à rejeter comme des questions "philosophiques" – les grands problèmes soulevés par les pères fondateurs de la sociologie – peut être pris comme point de départ de la réflexion présente.

Ceci est peut-être un rappel banal, pour certains. Il me semble qu'il ne peut l'être pour tous ceux qui ressentent divers congrès, celui de Berne n'en étant qu'un parmi d'autres, comme de mornes plaines, entre la place du marché et l'assemblée syndicale avortée. Aucune rencontre avec Norbert Elias n'était grise, cynique, académique, ou instrumentaliste. Toutes étaient colorées, empreintes de ferveur, orientées vers la connaissance, compte tenu de la nécessité de parler de la réalité concrète. Tous étaient pleins d'agressivité et d'amour, irritants et satisfaisants.

Le commentaire que j'ai à faire est donc celui-ci : nous avons, en Suisse, tendance à *dissocier* les polarités de la vie (sociologique). Par exemple, une question est profonde *ou* praticable pour une étude; une recherche est fondamentale *ou* appliquée; un chercheur est impliqué *ou* non-impliqué, plus banalement : on fait parler des conférenciers suisses et on discute avec eux, *ou* on fait parler des conférenciers étrangers et l'on ne discute pas avec eux, etc.

Ce que je retiens, de l'apport des conférences de R. Mayntz, J. Ben-David, A. Touraine et T.J. Yzerman, c'est leur moindre peur du réel. Ils n'ont pas l'air de croire que le sociologue puisse pratiquer l'immaculée conception de la sociologie, aussi ses rapports à la pratique, de même que celle aux praticiens, est-elle discutée en dehors du mythe (caractéristique des manuels) du scientifique blanche-neige. Ce qui ne veut pas dire qu'un effort de distance ne soit pas recommandé et qu'on puisse se payer le luxe d'éviter le problème de l'implication.

R. Mayntz discute la sociologie comme "phénomène social réel", de même d'ailleurs que les utilisateurs qui ont une certaine "capacité de réception de l'information" (*Informationsverarbeitungskapazität*). Elle place donc le rapport entre "nous" et "eux" dans une réalité qu'on devrait pour le moins discuter et si possible connaître assez précisément – tout en prévoyant éventuellement ce "traducteur", médiateur nécessaire dont parle la conférencière. Je tirerais volontiers cette suggestion vers le problème suivant : que faisons-nous pour écrire, en seconde version, des ouvrages pour un public stratégique de non-sociologues (qu'en est-il, à cet égard, en matière de crédits de publication FNRS) ?

Que tout choix de thèmes, problèmes, perspectives, implique une prise de position (*Wertbezug*), Ben-David le dit aussi bien que R. Mayntz, en rappelant

M. Weber. Ceux qui se réfèrent à l'ordre, dit cette dernière, s'orientent en termes d'une valeur au même titre que ceux qui se réfèrent à des concepts comme l'exploitation, le progrès social ou même des concepts plus abstraits comme celui de l'intégration, etc. Position désormais classique, à laquelle se rallient, à ma connaissance, des sociologues de presque toutes les écoles. Pourquoi sommes-nous gratifiés, en Suisse, de retardataires puissants encore si éloignés de ce réalisme ?

Le purisme à la fois peureux et hautain qu'on est encore forcé de rencontrer dans notre pays – qui se veut pourtant pluraliste – n'est-il qu'une expression de la personnalité puritaire, jusqu'à quel point est-il lié à une structure de domination sociale qui a besoin d'un voile scientiste ?

En tant que professeur, R. Mayntz a travaillé à la réception du débat technocratique (*Technokratie-Debatte*) auprès d'au moins une génération d'étudiants, à Berlin (1967). Nous sommes, en Suisse, en retard de deux débats : de celui-ci et de celui connu comme "Positivismus-Streit" (Popper/Albert vs. Adorno/Habermas). Or, Madame Mayntz qui n'est pas susceptible d'être soupçonnée de gauchisme, montre combien les sciences sociales doivent servir de camouflage à des intérêts particuliers, parler "objectivité" ("dans la politique on ne parle jamais, officiellement, que de problèmes objectifs – von *Sachproblemen*"), à tel point que le chercheur fait bien de fouiller sous les dehors des demandes ainsi libellées, afin de comprendre quelles sont les stratégies cachées qui les motivent. C'est une chance que cette collègue étrangère ait pu dire ces choses dans les augustes locaux de cette université-là, tout discours de ce type, prononcé par l'un d'entre nous, aurait été au-dessus de toute absence de soupçon. Et cela nous console un peu du fait que la plupart de ceux qui auraient dû rencontrer ce discours étaient probablement absents.

Je vois l'apport de J. Ben-David dans son insistance à montrer combien la recherche fondamentale est ... applicable ! Et combien des recherches motivées par des problèmes pratiques peuvent – devraient ?! – conduire à des recherches fondamentales (applicables ailleurs). Il distingue, en fait, le *potentiel* d'utilité de l'utilité immédiate. Et l'on devrait reprendre la distinction weberienne choix des problèmes/traitements des problèmes, en se demandant comment hiérarchiser l'urgence relative de certains, pour une société donnée, à court *et* à long terme. Qui discute quoi, quand, où, en matière d'orientation de la société et des sciences dont la nôtre, en Suisse ? Comment divers sociologues contribuent-ils, avec ou contre qui d'autre, à cette double orientation ?

Ben-David argumente aussi en faveur du réalisme hors manuels. "Objectivity and bias" ne sont pas des phénomènes dichotomiques. "Le choix du problème est toujours influencé par les valeurs du chercheur" (il ne parle pas des autres déterminations), alors que le processus d'investigation, s'il est institué comme scientifique, est réducteur des déformations (*bias-reducing*). Des historiens nazis, lorsqu'ils étaient "de vrais professionnels" en historiographie, ont, dans plusieurs cas, produit du "good objective scholarship". Conclusion intense, de la part d'un sociologue juif de cette génération ! Et j'expliquerai le pendant qu'il n'a pas développé, mais qui me semble compris dans sa position : dans une perspective non plus de domination, mais de libération (choix du problème acceptable, alors que le choix du problème

chez les Nazis ne l'était évidemment pas), le traitement du problème peut se révéler insuffisant, voire mauvais, moyennant quoi l'on peut dire tel Nazi plus scientifique que tel marxiste.

On peut comprendre et admettre ce que l'auteur veut dire par là et rester tout de même stupéfait face à ce qu'il ne dit pas — que le choix du problème ne peut pas ne pas être discuté également, notamment par rapport à la réalité historique et sociale. Je ne souscrirais donc pas à cet instrumentalisme, ni à cet optimisme qui fait dire au conférencier que “dans l'ensemble, il ne peut guère y avoir de doute que les travaux des anthropologues ont réduit les préjugés contre les soi-disant primitifs et peuples sauvages”.

Sa propre argumentation montre d'ailleurs, en fin de conférence, que des phénomènes de “cartellisation” sont dangereux et peuvent biaiser la recherche. Il n'est pas bon, pour les chercheurs, de s'insérer par trop dans des réseaux extrascientifiques; il parle des agences internationales, mais cela ne vaudrait-il pas pour des agences nationales, un service étatique, un parti, et peut-être même pour le FNRS ? Et qu'en est-il du danger des sectes ou écoles de pensée de la sociologie, y compris de la multi-nationale Lazarsfeld ?<sup>2</sup>

Il faut se tourner vers la contribution d'A. Touraine pour trouver une solution nouvelle à la question de l'origine des problèmes. Il ne s'agit, pour lui, ni de s'en remettre à une demande qui viendrait vers le sociologue-chercheur de la part d'“utilisateurs”, ni d'éluder la difficulté de ce choix en la disant affaire de valeurs existantes ou affaire tabou, à refouler dans l'ombre d'un inconscient scientifique, mais de la négocier entre un sociologue-analyste, un sociologue-analysant (interprète) et un mouvement social, tous à la fois solidaires et en lutte contre une société ancienne, en voie de production et non de simple reproduction, plus ou moins mécanique.

Il est intéressant de voir comment Touraine utilise une même notion que R. Mayntz — celle d'interprète. Si l'Übersetzer de cette dernière, le traducteur, ferait l'interprète entre le sociologue et, par exemple, les décideurs politiques, pour Touraine l'interprète-sociologue participe profondément dans un mouvement social, si bien qu'il en vit les valeurs et visées, mais tout en restant capable de les traduire pour l'analyste-sociologue. Inversement, cet interprète traduira, le cas échéant, le discours tourainien en discours anti-nucléaire, ou féministe, ou étudiant gréviste, etc.

La polarité entre recherche fondamentale et recherche appliquée semble ici tranchée, mais elle se retrouve en fait sur le terrain même. Ce qui est le plus fondamental “n'est pas donné à l'observation immédiate”. Celui qui veut toucher à “l'action historique” — à ce que Touraine appelle production de la société — ne pourra recourir à l'instrumentalisme. Il n'étudie pas des “conduites de réponse” (c'est-à-dire des populations qui réagissent à du donné, à l'*ordre* présent), mais des “conduites de questionnement” (qui ne sont pas de simples comportements, à décrire, mais le sens à lire, avec les acteurs, de leur *action*, de leur mouvement vers quelque chose d'autre).

<sup>2</sup> Pollak, M., Paul F. Lazarsfeld, fondateur d'une multinationale scientifique, *Actes de la recherche*, 25 (1979).

Autant dire qu'on est là sur une longueur d'onde peu courante et volontiers brouillée, dans notre pays. Bien que nous n'allions que trop rarement dans une telle direction, le sociologue est, ici, rejeté comme activiste, parce que questionneur — même lorsqu'il n'intervient pas et ne questionne que timidement...

Quels mouvements sociaux étudier en Suisse ? Ceux que l'on peut rencontrer... y compris et notamment les entrepreneurs; les anti-mouvements; et pourquoi pas le mouvement des conceptions globales, et celui des "projets nationaux" de la recherche ? Ma première réticence était que nous ne trouvions guère ici de mouvements (Windisch et moi avions fait l'interprète et l'analyste du mouvement jurassien), mais à la réflexion, je vois que là n'est pas la difficulté majeure. Nous sommes condamnés à mourir d'ennui dans nos études du fonctionnement de la société et au mieux à nous égayer un peu dans des études de modernisation — ou à nous lancer dans l'action qui consiste à étudier l'action, pour autant que nous voulions prendre le risque de mourir de faim (on se souvient de la phrase de Vaneigem) et de vivre dans la non-utilisation presqu'absolue de nos travaux. Le sociologue peintre de plusieurs avenirs souhaités qui n'arrive pas à diffuser ses toiles...

Comment juger de la valeur de ce qu'entreprend ce chercheur intervenant, si ce n'est ni par l'instrumentalisme, ni même par la vérification à partir de prévisions qui se réalisent ou non ? Elle est dans la "compréhension", bien que cette pratique dépasse la *verstehende Soziologie* weberienne : la conversion dont parle Touraine est réussie, valable, lorsque le mouvement, l'interprète et l'analyste, s'entendent et que le mouvement est capable de comprendre mieux et complètement (c'est le sens anglais de *comprehensive*) "son expérience passée, présente et à venir en fonction de l'hypothèse proposée par l'analyste". C'est donc une vérification qui associe chercheur et utilisateur, comme elle associe théorie et pratique, dans un rapport très particulier de communication sur le terrain.

Un autre critère est dans la découverte du maximum d'action possible. Un tel rapport d'intervention serait d'autant plus réussi qu'il ferait mieux découvrir ce maximum et au niveau de visée le plus élevé. Nous sommes donc là aux antipodes des conceptions exigeant non seulement la *neutralité* du chercheur, mais en fait sa pseudo-neutralité, dans ce sens qu'il doit fournir non plus, et avant tout, des conseils de fonctionnement ou des arguments de modernisation à un système dont il doit surestimer les éléments d'inertie (Thanatos), mais il doit contribuer, quitte à sous-estimer momentanément ces éléments, au développement de l'envie (Eros) et de l'invention nécessaires en vue de projets nouveaux.

Que la réalisation du projet d'un mouvement se heurte à celle des projets d'autres acteurs, nous le savons depuis *Question de méthodes* (Sartre). C'est là un autre chapitre. Et le fait — vraisemblable — que "Touraine en Suisse" serait peut-être bien obligé de gagner sa vie en enseignant l'histoire dans les écoles secondaires (et encore, en ne disant pas trop haut qu'il désapprouve le manuel — vous voyez lequel ?) cela me paraît moins important que le choc de fascination violente qu'il a produit sur pas mal de collègues à Berne. Le discours vraiment libre et novateur, chez nous, c'est un peu ce qu'a dû être le whisky au temps de la prohibition dans un autre état fédéraliste...

La conférence de Th.J. Yzerman n'a pas manqué de faire contrepoids. Petit pays, beaucoup de sociologues, la Hollande pourrait être prise en exemple, par certains, pour un "développement" de la sociologie helvétique. Je crains même que la solution hollandaise, telle qu'elle est décrite par l'auteur, soit celle qui rencontrera le plus d'écho ici. "Professionnaliser" au sens d'une spécialisation, de la sociographie plus ou moins sophistiquée, mais soumise, l'"application" restreinte avant tout, l'empirisme positiviste, au mieux : l'aide à la planification et peut-être quelques études sur des "small-scale social changes". Evidemment...

Je ne dirai qu'une chose sur les propos de H. Hausheer qui parle des attentes de l'administration devant la sociologie : si l'administration partageait avec nous ce désir de *Selbstverständnis* dont parle ce conférencier — se comprendre soi-même tout en cherchant à comprendre l'autre — aurions-nous encore des problèmes ? L'esprit d'ouverture de M. Hausheer n'est peut-être pas typique des "ouvertures" de l'administration. Ou alors, c'est nous qui sommes, décidément, trop éloignés de cette bonne volonté, par exemple du fait que nous chercherions par trop à comprendre les perspectives de la société plutôt que celles de l'administration.

\* \* \*

Pour terminer, je résumerai brièvement ma position en revenant à l'exemple d'Elias. Je crois que ce chercheur a été éveillé à un problème d'une grande urgence dans les années 30, à celui de la violence et à la nécessité de "civiliser" les sociétés (établir des règles conduisant à davantage de démocratie en canalisant la violence). Fuyant le nazisme montant, Elias a pratiqué une sorte de recherche *fondamentale* selon une perspective "à long terme" que personne n'aurait financé, à l'époque. De nos jours, face à des éruptions de violence — en partie au moins créées par le phénomène de la "violence" implicite de ce "procès de civilisation" qui a connu des modalités qui arrangent bien certaines classes de la société — ce précurseur, devenu un classique, peut s'exprimer sur des problèmes d'actualité, en quelque sorte en conseiller de recherche *appliquée*. Il vaut mieux diagnostiquer tôt la possibilité de la "fièvre jaune", l'étudier calmement et à temps, avant qu'elle ne sévisse vraiment, pour pouvoir appliquer un jour le savoir accumulé à la crise virulente.

Mon expérience personnelle de la recherche, en Suisse, est que nous avons tendance à être enfermés dans un cercle vicieux de rejet. Ou bien "il n'y a pas de problèmes" et l'on ne voit pas pourquoi quelqu'un voudrait faire une étude, fut-elle "fondamentale" (de base et prospective), en tous cas pas sur certaines zones de problèmes "délicats" — ou bien "il y a des problèmes" et "ce n'est pas le moment de les aggraver en faisant une étude qui risquerait..." .

La solution qu'il s'agit de revendiquer me paraît être non de dissocier, mais d'associer la discussion sociologique fondamentale (qu'est-ce qui fait *tenir ensemble* notre société ? qu'est-ce qui la fait *progresser*, dans le sens notamment de l'émancipation de ceux et celles qui ont besoin de l'être; où veulent aller les mouvements ?), à la description sociographique (où en est le *fonctionnement* de nos institutions et organisations, que sont nos *structures*, où en sont divers acteurs ?).